

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204515]

2 MAI 2019. — Décret insérant des dispositions relatives aux soins palliatifs dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'art 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans la première partie, livre 1^{er}, titre 1^{er}, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 1^{er} est complété par le 8^o, rédigé comme suit :

« 8^o une convention en soins palliatifs : une convention établie avec les équipes d'accompagnement multidisciplinaires pour soins palliatifs qui remplissent les missions visées à l'article 491/28. ».

Art. 3. Dans la première partie, livre 1^{er}, titre II du même Code à l'article 24/1, alinéa 3, les mots « et des conventions de soins palliatifs » sont insérés entre les mots « de revalidation » et « au Comité ».

Art. 4. Dans la première partie, livre III^{ter} du même Code, l'article 43/2, alinéa 1^{er}, est complété par le 17^o, rédigé comme suit :

« 17^o une convention en soins palliatifs : une convention établie avec les équipes d'accompagnement multidisciplinaires pour soins palliatifs qui remplissent les missions visées à l'article 491/28. ».

Art. 5. Dans la première partie, livre III^{ter}, du même Code, à l'article 43/7, le 8^o est remplacé par ce qui suit :

« 8^o les soins palliatifs dispensés par une équipe d'accompagnement multidisciplinaire visés par les conventions de revalidation conclues avec un centre de soins multidisciplinaire coordonné mentionnées à l'article 43/2, alinéa 1^{er}, 11^o; ».

Art. 6. Dans la deuxième partie, livre VI, titre 1^{er} du même Code, il est inséré un chapitre V intitulé « Soins palliatifs, équipes de soutien multidisciplinaires, plates-formes de concertation en matière de soins palliatifs et leur(s) fédération(s) ».

Art. 7. Dans le chapitre V, inséré par l'article 6, il est inséré une section 1 intitulée « Dispositions générales ».

Art. 8. Dans la section 1^e, insérée par l'article 7, il est inséré un article 491/3, rédigé comme suit :

« Art. 491/3. Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par :

1^o les soins palliatifs : les soins visés à l'article 2, alinéa 3, de la loi du 14 juin 2002 relative aux soins palliatifs;

2^o le patient en soins palliatifs : le patient visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 14 juin 2002 relative aux soins palliatifs;

3^o la plate-forme de concertation en matière de soins palliatifs ou la plate-forme : l'association sans but lucratif visée à l'article 491/4;

4^o la fédération : l'association sans but lucratif visée à l'article 491/23 dont sont membres au minimum deux plates-formes;

5^o l'entourage : la famille, les proches et les aidants proches du patient en soins palliatifs;

6^o l'aidant proche : la personne définie à l'article 3 de la loi du 12 mai 2014 relative à la reconnaissance de l'aidant proche aidant une personne en situation de grande dépendance;

7^o le prestataire : le professionnel de la santé en référence à la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;

8^o le domicile : le lieu où le patient en soins palliatifs habite de manière habituelle et effective;

9^o le prestataire : le professionnel de la santé en référence à la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;

10^o les services d'accueil et d'hébergement : les services d'accueil et d'hébergement pour personnes handicapées visés à l'article 283, alinéa 2, 7^o, les maisons de soins psychiatriques, les initiatives d'habitations protégées, les conventions de réadaptation fonctionnelle ou tout autre service d'accueil et d'hébergement agréé;

11^o le réseau palliatif : les acteurs qui interviennent sur le territoire de la plate-forme et qui ont un lien avec les soins palliatifs;

12^o le réseau institutionnel : les acteurs institutionnels qui interviennent sur le territoire de la plate-forme. ».

Art. 9. Dans le même chapitre V, inséré par l'article 6, il est inséré une section 2 intitulée « Plates-formes de concertation en matière de soins palliatifs ».

Art. 10. Dans la section 2, insérée par l'article 9, il est inséré une sous-section 1 intitulée « Missions ».

Art. 11. Dans la sous-section 1^e, insérée par l'article 10, il est inséré un article 491/4, rédigé comme suit :

« Art. 491/4. § 1^{er}. La plate-forme doit être constituée en association sans but lucratif et développe les activités suivantes :

1^o l'information du grand public et des professionnels;

2^o la sensibilisation des professionnels à l'approche palliative dans les soins;

3^o la formation des prestataires;

4^o la formation des volontaires en matière de soins palliatifs;

5° le soutien psychologique à la demande :

- des patients en soins palliatifs ou de leur entourage;
- des prestataires et d'autres professionnels impliqués dans l'accompagnement de fin de vie;
- des volontaires;

6° la concertation avec le réseau palliatif visé à l'article 491/3, 9°, en vue de la création ou de la consolidation du réseau palliatif au centre duquel se trouve le patient en soins palliatifs, au sein du territoire qu'elle couvre;

7° la récolte de données statistiques suivant les modalités définies par le Gouvernement, en concertation avec les autres plates-formes;

8° La collaboration en favorisant et autorisant la participation du personnel à des activités de concertation entre plates-formes.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités d'exercice des missions visées au paragraphe 1^{er}, 1° à 4°, en favorisant la formation certifiante et les formations délivrées par des organismes publics ou reconnus par les autorités publiques compétentes.

Une plate-forme peut organiser et dispenser elle-même les formations visées à l'alinéa 1^{er} pour autant qu'elles satisfassent aux conditions fixées par le Gouvernement.

§ 3. Dans le cadre de la mission visée au paragraphe 1^{er}, 5°, la plate-forme oriente les personnes vers d'autres acteurs de soins et de santé, en assurant la continuité de la prise en charge, lorsque la situation le requiert. ».

Art. 12. Dans la même sous-section 1^e, il est inséré un article 491/5, rédigé comme suit :

« Art. 491/5. Lors de la réalisation des missions visées à l'article 491/4, chaque praticien qui intervient dans le cadre de la plate-forme respecte :

- 1° la liberté en matière de convictions philosophiques et religieuses;
- 2° les droits du patient. ».

Art. 13. Dans la même sous-section 1^e, il est inséré un article 491/6, rédigé comme suit :

« Art. 491/6. La plate-forme couvre une zone géographique comptant entre deux-cent mille et un million d'habitants.

Il peut y avoir au maximum trois plates-formes par province. ».

Art. 14. Dans la même sous-section 1^e, il est inséré un article 491/7, rédigé comme suit :

« Art. 491/7. La plate-forme présente un plan d'actions pour une période de trois ans.

Le Gouvernement approuve le contenu du plan d'actions qui comporte les parties suivantes :

- 1° l'environnement de la plate-forme en termes territorial et de réseau institutionnel;
- 2° l'organisation générale de la plate-forme, détaillée pour chacune des missions;
- 3° les objectifs opérationnels;
- 4° les actions découlant des objectifs opérationnels;
- 5° les ressources affectées aux actions;
- 6° l'évaluation sous la forme d'indicateurs quantitatifs ou qualitatifs.

Le pouvoir organisateur de la plate-forme est responsable de l'opérationnalisation des activités, de leur mise en œuvre, de son auto-évaluation et de leur adaptation. ».

Art. 15. Dans la même sous-section 1^e, il est inséré un article 491/8, rédigé comme suit :

« Art. 491/8. Peuvent être membres de la plate-forme :

- 1° des services d'aide aux familles et aux aînés visés à l'article 219, 2°;
- 2° des associations de patients;
- 3° des centres de coordination des soins et de l'aide à domicile visés à l'article 434, 2°;
- 4° des services intégrés de soins à domicile visés à l'article 434, 16°;
- 5° des cercles de médecine générale et des organisations d'autres prestataires de soins;
- 6° des pharmaciens d'officine et des associations de pharmaciens;
- 7° des établissements pour aînés visés à l'article 334, 2°;
- 8° des hôpitaux y compris les hôpitaux psychiatriques;
- 9° des services d'accueil et d'hébergement comme définis à l'article 334 du CWASS;
- 10° des associations en lien avec l'accompagnement palliatif et le suivi de deuils;
- 11° des centres de soins de jour et des centres d'accueil de jour;
- 12° toute autre institution ou personne jugée pertinente par la plate-forme. ».

Art. 16. Dans la même sous-section 1, il est inséré un article 491/9, rédigé comme suit :

« Art. 491/9. § 1^{er} Lorsqu'une personne morale visée à l'article 491/8 souhaite devenir membre de la plate-forme, elle y adhère en concluant une convention.

§ 2. La convention visée au paragraphe 1^{er} contient au minimum :

- 1° l'identité, le siège administratif et la forme juridique des parties;
- 2° l'objet de la collaboration et ses finalités;
- 3° les modalités pratiques de collaboration;

- 4° les accords financiers éventuels;
- 5° les modalités de règlement des litiges;
- 6° la durée de la convention et les modalités de résiliation.

§ 3. Lorsque la plate-forme collabore avec un partenaire, elle précise le contenu de la collaboration, détermine la répartition des responsabilités, planifie les activités ou projet, définit avec son partenaire les modalités de collaboration, les actions et les modalités d'évaluation de la collaboration. ».

Art. 17. Dans la section 2, insérée par l'article 9, il est inséré une sous-section 2 intitulée « Fonctionnement ».

Art. 18. Dans la sous-section 2 insérée par l'article 17, il est inséré un article 491/10, rédigé comme suit :

« Art. 491/10. La plate-forme exerce ses missions exclusivement sur le territoire de langue française. »

Art. 19. Dans la même sous-section 2, il est inséré un article 491/11, rédigé comme suit :

« Art. 491/11. A des fins d'information, les actes ainsi que les publicités, affichages et supports émanant de la plate-forme mentionnent " Plate-forme de concertation en soins palliatifs agréée et subventionnée par la Région wallonne ».

Art. 20. Dans la même sous-section 2, il est inséré un article 491/12, rédigé comme suit :

« Art. 491/12. § 1^{er}. Il est créé un comité de coordination, dénommé ci-après « le comité », au sein de chaque plate-forme.

Le comité est composé au minimum des membres du conseil d'administration.

Les membres du comité ont une expérience spécifique en matière de soins palliatifs.

§ 2. Le comité :

- 1° vérifie l'exercice des missions de la plate-forme;
- 2° évalue le fonctionnement de la convention d'adhésion entre les membres de la plate-forme en vue de l'améliorer;
- 3° prépare et soumet au conseil d'administration le plan d'actions et établit le bilan annuel des résultats obtenus;
- 4° entretient des liens avec des prestataires qui ne collaborent pas ou ne sont pas membres de la plate-forme ainsi qu'avec des associations de patients ou les organismes assureurs;
- 5° débat des aspects éthiques des actions menées, du respect des droits des patients en ce qui concerne le consentement éclairé au sens de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient et du respect des convictions philosophiques et religieuses.

Le comité peut créer des groupes de travail spécifiques visant à prendre en charge la réalisation de certaines activités. ».

Art. 21. Dans la même sous-section 2, il est inséré un article 491/13 rédigé comme suit :

« Art. 491/13. Au moins une équipe de soutien multidisciplinaire est organisée sur le territoire de chaque plate-forme.

Elle est, soit, intégrée au sein de la plate-forme, soit, liée à la plate-forme par une convention de collaboration dont le contenu minimum est déterminé par le Gouvernement.

L'équipe de soutien est spécialisée en soins palliatifs. Elle intervient sur le lieu de vie du patient, en seconde ligne. Ses missions sont les suivantes :

- se concerter avec les prestataires de soins et les conseiller sur tous les aspects des soins palliatifs;
- concrétiser une bonne organisation et une bonne coordination des soins palliatifs dans le cadre concerné;
- apporter un soutien psychologique et moral aux prestataires de soins de première ligne concernés ainsi qu'au patient et à son entourage;
- fournir une contribution complémentaire au soutien et aux soins palliatifs des patients qui souhaitent passer la dernière phase de leur vie à domicile. Les soins prodigués aux patients et à leur entourage offrent les mêmes qualités que ceux dispensés en cas d'hospitalisation. A cette fin, l'équipe doit disposer d'une grande maîtrise de tous les aspects liés aux soins palliatifs;
- donner des avis sur les soins palliatifs aux prestataires de soins de première ligne qui, sous la direction du médecin de famille du patient, restent entièrement responsables des soins et de l'accompagnement de leur patient.

En concertation avec les prestataires de soins de première ligne concernés et avec leur accord, l'équipe assure, dans certains cas, elle-même certains aspects des soins palliatifs et de l'accompagnement d'un patient dans son cadre familial.

En outre, l'équipe peut aussi déployer d'autres activités qui peuvent s'avérer indirectement bénéfiques pour la qualité des soins palliatifs, comme :

- la formation pratique et l'accompagnement des volontaires;
- l'accueil téléphonique et l'information des patients et de leur entourage sur certains aspects des soins palliatifs. ».

Art. 22. Dans la même sous-section 2, il est inséré un article 491/14, rédigé comme suit :

« Art. 491/14. La plate-forme dispose de l'infrastructure et de l'équipement requis pour exercer ses missions, tels que précisés par le Gouvernement. ».

Art. 23. Dans la section 2, insérée par l'article 9, il est inséré une sous-section 3 intitulée « Agrément ».

Art. 24. Dans la sous-section 3, insérée par l'article 23, il est inséré un article 491/15 rédigé comme suit :

« Art. 491/15. La plate-forme est agréée pour une population minimale de deux-cent mille habitants. ».

Art. 25. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article 491/16, rédigé comme suit :

« Art. 491/16. La plate-forme introduit une demande d'agrément auprès du Gouvernement, par toute voie conférant date certaine à l'envoi. ».

Art. 26. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article 491/17, rédigé comme suit :

« Art. 491/17. § 1^{er}. Le Gouvernement accorde l'agrément à durée indéterminée si :

1° les dispositions du présent chapitre sont respectées;

2° les dispositions du présent chapitre qui peuvent être respectées uniquement après l'obtention de l'agrément, font l'objet d'un engagement à être respectées dans le chef du pouvoir organisateur dans le délai fixé par le Gouvernement.

Les obligations qui doivent être remplies au moment de l'introduction de la demande d'agrément sont :

a) remplir les missions visées aux articles 491/4 à l'exception de la récolte de données statistiques, 491/6, 491/8, 491/9 et 491/10;

b) se conformer au décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;

c) définir un plan d'actions, selon la présentation déterminée par le Gouvernement.

§ 2. La demande d'agrément comporte au moins :

1° l'identification de l'association sans but lucratif et de ses instances;

2° le siège social de l'association;

3° la description du territoire de l'association ainsi que son nombre d'habitants;

4° la liste des membres;

5° la composition du personnel;

6° le plan d'actions. ».

Art. 27. Dans la section 2, insérée par l'article 9, il est inséré une sous-section 4 intitulée « Subvention ».

Art. 28. Dans la sous-section 4, insérée par l'article 27, il est inséré un article 491/18, rédigé comme suit :

« Art. 491/18. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement octroie aux plates-formes une subvention annuelle aux conditions qu'il fixe.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est composée :

1° d'une partie fixe, identique pour l'ensemble des plates-formes;

2° d'une partie variable, dépendant du nombre d'habitants dans la zone géographique couverte par la plate-forme.

La partie fixe visée à l'alinéa 2, 1°, est calculée suivant un personnel de base dont la composition est déterminée par le Gouvernement.

La partie variable visée à l'alinéa 2, 2°, est recalculée tous les ans, sur la base de l'évolution de la population au 1^{er} janvier de l'année précédant l'année de recalcul, et ce à partir de l'entrée en vigueur du présent article.

§ 2. La subvention couvre :

1° les dépenses de personnel, relatives au personnel sous statut ou engagé sous contrat de travail et permettant de remplir les missions visées à l'article 491/4 et comprenant au minimum :

a) une fonction de psychologue;

b) une fonction de coordination;

2° les autres frais de fonctionnement relatifs aux missions visées à l'article 491/4 dont le seuil et la nature sont déterminés par le Gouvernement. ».

Art. 29. Dans la même sous-section 4, il est inséré un article 491/19, rédigé comme suit :

« Art. 491/19. Le Gouvernement arrête les modalités, montants et conditions d'octroi de la subvention ainsi que le mode de calcul de l'indexation éventuelle. ».

Art. 30. Dans la section 2, insérée par l'article 9, il est inséré une sous-section 5 intitulée « Contrôle ».

Art. 31. Dans la sous-section 5, insérée par l'article 30, il est inséré un article 491/20, rédigé comme suit :

« Art. 491/20. Les agents de l'Agence désignés à cet effet exercent le contrôle administratif, financier et qualitatif des plates-formes.

Ils ont libre accès aux locaux des plates-formes et ont le droit de consulter sur place ou de solliciter, tant auprès des plates-formes que des différentes sources authentiques qui en disposeraient, les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Ils exercent leur contrôle dans un objectif d'amélioration des pratiques et selon un mode d'évaluation participative. ».

Art. 32. Dans la section 2, insérée par l'article 9, il est inséré une sous-section 6 intitulée « Retrait de l'agrément ».

Art. 33. Dans la sous-section 6, insérée par l'article 32, il est inséré un article 491/21, rédigé comme suit :

« Art. 491/21. § 1^{er}. A tout moment, sur proposition de l'Agence, le Gouvernement peut retirer l'agrément en qualité de plate-forme, pour cause d'inobservation des dispositions de la présente section ou des dispositions fixées en application de celle-ci.

La plate-forme dont la demande d'agrément a été refusée ou dont l'agrément a été retiré, ne peut pas introduire une nouvelle demande d'agrément pendant l'année suivant la décision de refus ou de retrait d'agrément.

§ 2. Le Gouvernement précise la procédure de retrait de l'agrément.

A cet effet, il détermine les formes et les délais et assure le caractère contradictoire de la procédure. ».

Art. 34. Dans la même sous-section, il est inséré un article 491/22, rédigé comme suit :

« Art. 491/22. Sont punis d'une amende de 1.000 à 10 000 euros, ceux qui, sans être titulaires d'un agrément, font usage des termes « plate-forme de concertation en soins palliatifs agréée » ou de toute autre appellation connexe laissant entendre l'existence d'un tel agrément. ».

Art. 35. Dans le même chapitre V, inséré par l'article 6, il est inséré une section 3 intitulée « Fédération ».

Art. 36. Dans la section 3, insérée par l'article 35, il est inséré une sous-section 1^e intitulée « Missions ».

Art. 37. Dans la sous-section 1^e, insérée par l'article 36, il est inséré un article 491/23, rédigé comme suit :

« Art. 491/23. Une plate-forme peut s'affilier au sein d'une fédération, laquelle peut demander à être reconnue par le Gouvernement. Une plate-forme ne peut être membre que d'une seule fédération.

Le Gouvernement reconnaît la ou les fédérations pour une durée maximale de cinq ans, renouvelable.

Pour être reconnue, une fédération remplit les missions suivantes :

1^o assurer la concertation et la coopération entre les plates-formes membres en vue de promouvoir et de soutenir l'harmonisation des pratiques et la qualité des activités;

2^o coordonner les actions, les objectifs et les évaluations menées par les plates-formes;

3^o représenter ses membres auprès des pouvoirs publics, des autorités administratives et des organismes financiers;

4^o informer ses membres des avancées et enjeux du secteur des soins palliatifs;

5^o rassembler les groupements ou personnes prodiguant des soins palliatifs afin de développer les échanges et réflexions entre eux;

6^o faire part de son expérience en matière de soins palliatifs et diffuser celle-ci de différentes manières;

7^o le cas échéant, établir des liens avec d'autres fédérations de même objet.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exercice des missions visées à l'alinéa 3. ».

Art. 38. Dans la section 3, insérée par l'article 35, il est inséré une sous-section 2 intitulée « Reconnaissance ».

Art. 39. Dans la sous-section 2, insérée par l'article 38, il est inséré un article 491/24, rédigé comme suit :

« Art. 491/24. § 1^{er}. La fédération qui souhaite être reconnue introduit une demande auprès de l'Agence et lui communique au moins :

1^o l'identification de l'association sans but lucratif et de ses instances;

2^o la liste de ses membres;

3^o son programme d'activités reprenant la manière de réaliser ses missions en termes d'objectifs, d'actions et d'évaluation de l'atteinte de ceux-ci sous la forme d'indicateurs, et d'affectation des ressources et moyens.

§ 2. Un appel à déposer la demande de reconnaissance est publié au *Moniteur belge*, accompagné d'un formulaire établi par l'Agence.

La fédération envoie le formulaire complété et son programme d'activités à l'Agence qui en accuse réception dans le délai qu'elle détermine.

Les dispositions des articles 491/23 et 491/24 s'appliquent en cas de renouvellement de la reconnaissance.

La demande de renouvellement est complétée par l'évaluation des objectifs atteints et non atteints.

§ 3. La décision de reconnaissance comporte le programme d'activités approuvé par le Gouvernement pour la période de reconnaissance.

§ 4. A tout moment, sur proposition de l'Agence, le Gouvernement peut retirer l'agrément en qualité de fédération, pour cause d'inobservation des dispositions de la présente section ou des dispositions fixées en application de celle-ci.

La fédération dont la demande d'agrément a été refusée ou dont l'agrément a été retiré, ne peut pas introduire une nouvelle demande d'agrément pendant l'année suivant la décision de refus ou de retrait d'agrément. ».

Art. 40. Dans la section 3, insérée par l'article 35, il est inséré une sous-section 3 intitulée « Subvention ».

Art. 41. Dans la sous-section 3, insérée par l'article 40, il est inséré un article 491/25, rédigé comme suit :

« Art. 491/25. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement accorde aux fédérations reconnues une subvention annuelle au prorata de leur nombre de membres pour les missions visées à l'article 491/23.

La subvention allouée couvre des dépenses de personnel et des frais de fonctionnement.

Le Gouvernement arrête les modalités et conditions d'octroi et de justification de la subvention ainsi que le mode de calcul de l'indexation éventuelle. ».

Art. 42. Dans la section 3, insérée l'article 35, il est inséré une sous-section 4 intitulée « Subvention complémentaire ».

Art. 43. Dans la sous-section 4, insérée par l'article 42, il est inséré un article 491/26, rédigé comme suit :

« Art 491/26. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement octroie aux plates-formes, aux conditions qu'il fixe, une subvention complémentaire couvrant les frais d'affiliation à une fédération dont la plate-forme est membre. Ces subventions complémentaires sont reversées entièrement aux fédérations selon les modalités fixées par le Gouvernement. Le montant est déterminé par le Gouvernement sur base du nombre d'habitants couverts par chaque plate-forme. ».

Art. 44. Dans la même sous-section 4, il est inséré un article 491/27, rédigé comme suit :

« Art. 491/27. La subvention complémentaire est octroyée directement à la plateforme si elle fournit à l'Agence :

1^o la preuve de l'affiliation de la plate-forme à une fédération;

2^o les statuts de la fédération. ».

Art. 45. Dans le même chapitre V, inséré par l'article 6, il est inséré une section 4 intitulée « Équipes de soutien multidisciplinaires ».

Art. 46. Dans la section 4, insérée par l'article 45, il est inséré un article 491/28, rédigé comme suit :

« Art. 491/28. Les équipes d'accompagnement multidisciplinaires fournissent, une contribution complémentaire au soutien des patients en soins palliatifs qui veulent passer la dernière phase de leur vie sur leur lieu de vie.

Afin de pouvoir offrir aux patients les meilleurs soins palliatifs, l'équipe donne en premier lieu des avis sur les soins palliatifs aux dispensateurs de soins de première ligne concernés qui, sous la direction du médecin de famille du patient, restent eux-mêmes, entièrement responsables des soins et de l'accompagnement de leur patient.

En concertation avec les dispensateurs de soins de première ligne concernés et avec leur accord, l'équipe peut, dans certains cas, assumer aussi elle-même certains aspects des soins palliatifs et de l'accompagnement d'un patient terminal.

L'équipe est composée notamment de médecins, d'infirmiers et, éventuellement, de volontaires formés en soins palliatifs. ».

Art. 47. Dans la même section, il est inséré un article 491/29, rédigé comme suit :

« 491/29. La convention visée à l'article 2, 8° comprend au minimum :

1° les objectifs de l'équipe pluridisciplinaire;

2° les conditions auxquelles une équipe doit satisfaire pour entrer en considération pour la convention;

3° la population visée par la convention en question;

4° les missions de base de l'équipe multidisciplinaire;

5° la composition de l'équipe multidisciplinaire;

6° le contenu visé par l'intervention de l'assurance protection sociale wallonne;

7° les modalités de calcul des interventions de l'assurance protection sociale wallonne;

8° les conditions de fonctionnement de la convention, notamment les rapportages et les rapports d'activités statistiques;

9° les modalités de gestion du personnel;

10° la durée de validité de la convention. ».

Art. 48. Dans la section 4 insérée par l'article 45, il est inséré un article 491/30 rédigé comme suit :

« Art. 491/30. Les moyens liés à la mise en œuvre des missions déterminées par ou en vertu des conventions de soins palliatifs visées à l'article 1^{er}, 8°, sont liquidés par les organismes assureurs wallons en application de l'article 43/7 alinéa 1^{er}, 8°, du présent Code dans le cadre de l'assurance protection sociale wallonne. ».

Art. 49. Dans le même chapitre V inséré par l'article 2, il est inséré une section 5 intitulée « Disposition transitoire ».

Art. 50. Dans la section 5, insérée par l'article 49, il est inséré un article 491/31 rédigé comme suit :

« Art. 491/31. Les plateformes dont l'agrément est en cours jusqu'au 31 décembre 2019 conservent leur agrément durant une période d'un an. Six mois avant l'expiration de ce délai, la plateforme introduit une demande d'agrément du Gouvernement, selon les modalités fixées par et en application du présent Code. ».

Art. 51. Dans le livre VI, chapitre 1^{er}, section 5, l'article 418/2 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal, et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1360 (2018-2019) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/204515]

**2 MEI 2019. — Decreet tot invoeging van bepalingen
betreffende de palliatieve zorg in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In Deel I, Boek 1, titel 1, van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid wordt artikel 1 aangevuld met een punt 8°, luidend als volgt:

“8° een overeenkomst voor palliatieve verzorging: een overeenkomst opgemaakt met de multidisciplinaire begeleidingsequipes voor palliatieve verzorging die de in artikel 491/28 bedoelde opdrachten vervullen.”.

Art. 3. In Deel I, boek 1, titel II van hetzelfde Wetboek, in artikel 24/1, derde lid, worden de woorden “en overeenkomsten voor palliatieve verzorging” ingevoegd tussen het woord “revalidatieovereenkomsten” en de woorden “voor te stellen aan het Comité”.

Art. 4. In Deel I, boek III ter, van hetzelfde Wetboek, wordt artikel 43/2, eerste lid, aangevuld met een punt 17°, luidend als volgt:

“17° een overeenkomst voor palliatieve verzorging: een overeenkomst opgemaakt met multidisciplinaire begeleidingsequipes voor palliatieve verzorging die de in artikel 491/28 bedoelde opdrachten vervullen.”.

Art. 5. In Deel I, Boek III ter van hetzelfde Wetboek, in artikel 43/7, wordt punt 8° vervangen door wat volgt:

“8° de palliatieve zorg verstrekt door een multidisciplinaire begeleidingsequipe, zoals bedoeld bij de in artikel 43/2, eerste lid, 11°, bedoelde revalidatie-overeenkomsten gesloten met een gecoördineerd multidisciplinair verzorgingscentrum;”.

Art. 6. In Deel II, boek VI, titel 1 van hetzelfde Wetboek, wordt een hoofdstuk V ingevoegd, met als opschrift “Palliatieve zorg, multidisciplinaire begeleidingsequipes, overlegplatforms inzake palliatieve verzorging en hun federatie(s)”.

Art. 7. In hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 6, wordt een afdeling 1 ingevoegd, met als opschrift “Algemene bepalingen”.

Art. 8. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 7, wordt een artikel 491/3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 491/3. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° palliatieve zorg: de zorg bedoeld in artikel 2, derde lid, van de wet van 14 juni 2002 betreffende de palliatieve zorg;

2° palliatieve patiënt: de patiënt bedoeld in artikel 2, eerste lid, van de wet van 14 juni 2002 betreffende de palliatieve zorg;

3° overlegplatform inzake palliatieve verzorging of platform: de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in artikel 491/14;

4° federatie: de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in artikel 491/23 waarvan minstens twee platformen lid zijn;

5° omgeving: het gezin, de naasten en de mantelzorgers van de palliatieve patiënt;

6° mantelzorger: de persoon bepaald in artikel 3 van de wet van 12 mei 2014 betreffende de erkenning van de mantelzorger die een persoon met een grote zorgbehoefte bijstaat;

7° beoefenaar: de beroepsbeoefenaar in de gezondheidszorg verwijzend naar de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

8° woonplaats: de plaats waar de palliatieve patiënte gewoonlijk en effectief woont;

9° beoefenaar: de beroepsbeoefenaar in de gezondheidszorg verwijzend naar de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

10° opvang- en huisvestingsdiensten: de in artikel 283, tweede lid, 7°, bedoelde opvang- en huisvestingsdiensten voor gehandicapte personen, psychiatrische verzorgingstehuizen, beschermde huisvestingsinitiatieven, overeenkomsten voor functionele revalidatie of iedere andere erkende opvang- en huisvestingsdienst;

11° netwerk palliatieve zorg: de actoren die op het grondgebied van het platform optreden en die een link hebben met palliatieve zorg;

12° institutioneel netwerk: de institutionele actoren die op het grondgebied van het platform optreden en die een link hebben met palliatieve zorg.”.

Art. 9. In hetzelfde hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 6, wordt een afdeling 2 ingevoegd met als opschrift “Overlegplatforms inzake palliatieve verzorging”.

Art. 10. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 9, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, met als opschrift “Opdrachten”.

Art. 11. In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 491/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/4. § 1. Het platform moet worden opgericht als een vereniging zonder winstoogmerk en ontwikkelt de volgende activiteiten:

- 1° informatie voor het grote publiek en beroepsbeoefenaren;
- 2° bewustmaking van de beroepsbeoefenaars voor palliatieve benadering in de verzorging;
- 3° opleiding van de beoefenaars;
- 4° opleiding van vrijwilligers in de palliatieve zorg;
- 5° psychologische ondersteuning op verzoek:
 - van de palliatieve patiënten of van hun omgeving;
 - van de beoefenaars en andere beroepsbeoefenaars die betrokken zijn bij de begeleiding aan het einde van het leven;
 - van vrijwilligers;
- 6° overleg met het netwerk palliatieve zorg bedoeld in artikel 491/3, 9°, met het oog op de oprichting of de consolidatie van het netwerk palliatieve zorg waar de palliatieve patiënt zich bevindt, op het grondgebied dat het dekt;
- 7° het verzamelen van statistische gegevens volgens de modaliteiten die door de Regering, in overleg met de andere platformen, worden bepaald;
- 8° samenwerking, waarbij de deelname van het personeel aan samenwerkingsactiviteiten tussen platformen wordt bevorderd en toegelaten.

§ 2. De Regering stelt de modaliteiten vast voor de uitvoering van de in § 1, 1° tot en met 4° bedoelde opdrachten, waarbij de certificerende opleiding en de opleidingen aangeboden door de openbare instellingen of door de instellingen erkend door de bevoegde openbare overheden worden bevorderd.

Een platform kan de in het eerste lid bedoelde opleidingen zelf organiseren en verstrekken, mits het voldoet aan de door de Regering gestelde voorwaarden.

§ 3. In het kader van de in § 1, 5° bedoelde opdracht, verwijst het platform de personen door naar andere zorg- en gezondheidsactoren en waarborgt het de continuïteit van de zorg, wanneer de situatie dit vereist."

Art. 12. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel 491/5 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/5. Bij de uitvoering van de in artikel 491/4 bedoelde opdrachten moet elke beroepsbeoefenaar die in het kader van het platform optreedt, de volgende elementen in acht nemen:

- 1° de vrijheid op het gebied van filosofische en religieuze overtuigingen;
- 2° de rechten van de patiënt."

Art. 13. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel 491/6 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/6. Het platform beslaat een geografisch gebied met een bevolking van tussen de tweehonderdduizend en een miljoen inwoners.

Er mogen maximum drie platformen per provincie zijn."

Art. 14. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel 491/7 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/7. Het platform legt een actieplan voor een periode van drie jaar voor.

De Regering keurt de inhoud van het actieplan goed, dat de volgende delen omvat:

- 1° de omgeving van het platform wat grondgebied en institutioneel netwerk betreft;
- 2° de algemene organisatie van het platform, uitvoerig omschreven voor elke opdracht;
- 3° de operationele doelstellingen;
- 4° de acties i.v.m. de operationele doelstellingen;
- 5° de middelen die voor de acties bestemd worden;
- 6° de evaluatie in de vorm van kwantitatieve of kwalitatieve indicatoren.

De organiserende autoriteit van het platform is verantwoordelijk voor de operationalisering van de activiteiten, de uitvoering, de zelfevaluatie en de aanpassing ervan."

Art. 15. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel 491/8 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/8. Kan lid zijn van het platform:

- 1° de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen bedoeld in artikel 219, 2°;
- 2° patiëntenverenigingen;
- 3° coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp bedoeld in artikel 434, 2°;
- 4° geïntegreerde diensten voor thuisverzorging bedoeld in artikel 434, 16°;
- 5° algemene medische kringen en organisaties van andere zorgverleners;
- 6° apothekers en verenigingen van apothekers;
- 7° inrichtingen voor bejaarde personen bedoeld in artikel 334, 2°;
- 8° ziekenhuizen met inbegrip van psychiatrische ziekenhuizen;
- 9° opvang- en huisvestingsdiensten zoals bepaald in artikel 334 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;
- 10° verenigingen in verband met palliatieve ondersteuning en de follow-up van de rouwverwerking;
- 11° opvangcentra en dagverzorgingscentra;
- 12° iedere andere instelling of persoon die door het platform relevant wordt geacht."

Art. 16. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel 491/9 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/9. § 1. Wanneer een rechtspersoon als bedoeld in artikel 491/8 lid wenst te worden van het platform, treedt hij tot het platform toe door het sluiten van een overeenkomst.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde overeenkomst omvat minstens:

- 1° de identiteit, de administratieve zetel en de rechtsvorm van de partijen;
- 2° het doel van de samenwerking;
- 3° de praktische samenwerkingsmodaliteiten;
- 4° de eventuele financiële overeenkomsten;
- 5° de modaliteiten voor geschillenbeslechting;
- 6° de duur van de overeenkomst en de modaliteiten voor de opzegging.

§ 3. Wanneer het platform met een partner samenwerkt, specificeert het de inhoud van de samenwerking, bepaalt het de verdeling van de verantwoordelijkheden, plant het activiteiten of projecten, bepaalt het met zijn partner de samenwerkingsmodaliteiten, acties en evaluatiemodaliteiten van de samenwerking."

Art. 17. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 9, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, met als opschrift "Werking".

Art. 18. In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 17, wordt een artikel 491/10 ingevoegd, luidend als volgt:

Art. 491/10. Het platform oefent zijn opdrachten exclusief op het grondgebied van het Franse taalgebied uit."

Art. 19. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel 491/11 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/11. De handelingen en de advertenties, aanplakkingen en dragers die afkomstig zijn van het platform vermelden ter informatie "overlegplatforms inzake palliatieve verzorging goedgekeurd en gesubsidieerd door het Waals Gewest".

Art. 20. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel 491/12 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/12. § 1. Binnen elk platform wordt een coördinatiecomité, hierna "het comité" genoemd, opgericht.

Het comité bestaat minstens uit de leden van de raad van bestuur.

De leden van het comité hebben een specifieke ervaring in palliatieve zorg.

§ 2. Het comité:

- 1° controleert de uitoefening van de opdrachten van het platform;
- 2° evalueert de werking van de toetredingsovereenkomst tussen de leden van het platform met het oog op de verbetering ervan;
- 3° zorgt voor het opstellen en voorleggen aan de raad van bestuur van het actieplan en het opstellen van het jaarverslag over de behaalde resultaten;
- 4° onderhoudt banden met beoefenaars die niet meewerken of geen lid zijn van het platform, alsmede met patiëntenverenigingen of verzekeringsinstellingen;
- 5° discussieert over de ethische aspecten van de gevoerde acties, de eerbiediging van de rechten van de patiënten met betrekking tot de geïnformeerde toestemming in de zin van de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt en de eerbiediging van de levensbeschouwelijke en godsdienstige overtuigingen.

Het comité kan specifieke werkgroepen oprichten die met de uitvoering van bepaalde activiteiten worden belast."

Art. 21. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel 491/13 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/13. Er wordt minstens een multidisciplinaire begeleidingsequipe op het grondgebied van elk platform georganiseerd.

Bedoelde equipe wordt ofwel in het platform geïntegreerd ofwel verbonden met het platform door een samenwerkingsovereenkomst, waarvan de minimale inhoud door de Regering wordt bepaald.

De begeleidingsequipe is in palliatieve zorg gespecialiseerd. Ze treedt in de woonomgeving van de patiënt in de tweede lijn op. Haar opdrachten zijn de volgende:

- overleg plegen met de zorgverleners en hen adviseren over alle aspecten van de palliatieve zorg;
- een goede organisatie en een goede coördinatie van de palliatieve zorg in de betrokken context bewerkstelligen;
- psychologische en morele steun verlenen aan de betrokken zorgverleners in de eerste lijn en aan de patiënt en zijn omgeving;
- een aanvullende bijdrage leveren aan de ondersteuning en palliatieve zorg van patiënten die de laatste fase van hun leven thuis willen doorbrengen. De zorg voor patiënten en hun omgeving biedt dezelfde kwaliteiten als de zorg in geval van een ziekenhuisopname. Daartoe moet de equipe beschikken over een hoog niveau van deskundigheid in alle aspecten van de palliatieve zorg;
- advies over palliatieve zorg geven aan zorgverleners in de eerste lijn die, onder leiding van de huisarts van de patiënt, volledig verantwoordelijk blijven voor de zorg en ondersteuning van hun patiënt.

In overleg met de betrokken zorgverleners in de eerste lijn biedt de equipe in sommige gevallen zelf bepaalde aspecten van palliatieve zorg en ondersteuning aan een patiënt in zijn gezinssetting.

Bovendien kan de equipe ook andere activiteiten ondernemen die indirect de kwaliteit van de palliatieve zorg ten goede kunnen komen, zoals:

- praktische opleiding en de begeleiding van de vrijwilligers;
- telefonisch onthaal en informatie voor patiënten en hun omgeving over bepaalde aspecten van palliatieve zorg."

Art. 22. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel 491/14 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/14. Het platform beschikt over de infrastructuur en de uitrusting die nodig zijn om zijn opdrachten uit te voeren, zoals gespecificeerd door de Regering."

Art. 23. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 9, wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, met als opschrift "Erkenning".

Art. 24. In onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 23, wordt een artikel 491/15 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/15. Het platform wordt erkend voor een minimale bevolking van tweehonderd duizend inwoners."

Art. 25. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel 491/16 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/16. Het platform dient een erkenningsaanvraag bij de Regering in door elk middel dat vaste datum aan de zending verleent."

Art. 26. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel 491/17 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/17. § 1. De Regering verleent de erkenning voor een onbepaalde duur indien:

1° de bepalingen van dit hoofdstuk worden nageleefd;

2° de bepalingen van dit hoofdstuk, die pas na goedkeuring kunnen worden nageleefd, het voorwerp uitmaken van een verbintenis van de inrichtende macht om deze binnen de door de Regering vastgestelde termijn na te leven.

De verplichtingen die nagekomen moeten worden bij de indiening van erkenningsaanvraag zijn de volgende:

a) de opdrachten bedoeld in de artikelen 491/4, met uitzondering van de verzameling van de statistieke gegevens, 491/6, 491/8, 491/9 en 491/10, vervullen;

b) voldoen aan het decreet van 6 november 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

c) een actieplan bepalen volgens de door de Regering vastgestelde presentatie.

§ 2. De erkenningsaanvraag omvat minstens:

1° de identificatie van de vereniging zonder winstoogmerk en van haar instanties;

2° de bedrijfszetel van de vereniging;

3° de omschrijving van het grondgebied van de vereniging alsook het aantal inwoners ervan;

4° de lijst van de leden;

5° de samenstelling van het personeel;

6° het actieplan."

Art. 27. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 9, wordt een onderafdeling 4 ingevoegd, met als opschrift "Toelage".

Art. 28. In onderafdeling 4, ingevoegd bij artikel 27, wordt een artikel 491/18 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/18. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en onder de door haar gestelde voorwaarden verleent de Regering een jaarlijkse toelage aan de platformen.

De toelage bedoeld in lid 1 bestaat uit:

1° een vast deel, gelijk voor het geheel van de platformen;

2° een variabel deel, afhankelijk van het aantal inwoners van het geografische gebied dat door het platform wordt bestreken.

Het in het tweede lid bedoelde variabele deel wordt berekend volgens een basispersoneel waarvan de samenstelling door de Regering wordt bepaald.

Het in het tweede lid, 2°, bedoelde variabele deel wordt jaarlijks met ingang van de inwerkingtreding van dit artikel herberekend op basis van de ontwikkeling van de populatie op 1 januari van het jaar voorafgaand aan het jaar van herberekening.

§ 2. De toelage dekt :

1° de personeelskosten betreffende het statutair personeel of personeel aangeworven op basis van een arbeidsovereenkomst, die de uitvoering van de in artikel 491/4 bedoelde opdrachten mogelijk maken en die ten minste wat volgt omvatten:

a) een functie van psycholoog;

b) een coördinatiefunctie;

2° de andere werkingskosten betreffende de in artikel 491/14 bedoelde opdrachten, waarvan de minimumdrempel en de aard door de Regering bepaald worden."

Art. 29. In dezelfde onderafdeling 4 wordt een artikel 491/19 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/19. De Regering stelt de modaliteiten, bedragen, de berekeningswijze van de toelage en de berekeningswijze van de eventuele indexering vast."

Art. 30. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 9, wordt een onderafdeling 5 ingevoegd, met als opschrift "Controle".

Art. 31. In onderafdeling 5, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 491/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/20. De financiële en kwalitatieve controle van de platformen wordt gevoerd door de daartoe aangewezen personeelsleden van het Agentschap.

Ze hebben vrije toegang tot de lokalen van de platformen en hebben het recht om ter plaatse inzage te nemen van de stukken en documenten die ze nuttig achten om hun opdracht te vervullen of erom te verzoeken zowel bij de platformen als bij de authentieke bronnen die er eventueel over beschikken.

Ze voeren hun controle met het oog op de verbetering van de praktijken en volgens het systeem van de participatieve beoordeling."

Art. 32. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 9, wordt een onderafdeling 6 ingevoegd, met als opschrift "Intrekking van de erkenning".

Art. 33. In onderafdeling 6, ingevoegd bij artikel 32, wordt een artikel 491/21 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/21. § 1. De Regering kan te allen tijde op voorstel van het Agentschap de erkenning als platform intrekken wegens niet-naleving van de bepalingen van deze afdeling of van de op grond van deze afdeling vastgestelde bepalingen.

Het platform waarvan de erkenningsaanvraag geweigerd is of waarvan de erkenning is ingetrokken, mag tijdens het jaar volgend op de beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning geen nieuwe erkenningsaanvraag indienen.

§ 2. De procedure tot intrekking van de erkenning wordt door de Regering nader bepaald.

Te dien einde stelt zij de vorm en de termijnen vast en ziet zij erop toe dat de procedure op tegenspraak wordt gevoerd."

Art. 34. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel 491/22 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/22. Met een geldboete van 1000 tot 10000 EUR worden gestraft, degenen die, zonder houder te zijn van een erkenning, de termen "erkend overlegplatform inzake palliatieve verzorging" of iedere andere daarmee samenhangende term die het bestaan van een dergelijke erkenning suggereert, gebruiken."

Art. 35. In hetzelfde hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 6, wordt een afdeling 3 ingevoegd met als opschrift "Federatie".

Art. 36. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 35, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, met als opschrift "Oprachten".

Art. 37. In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 36, wordt een artikel 491/23 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/23. Een platform kan zich aansluiten bij een federatie, die om erkenning door de Regering kan verzoeken. Een platform mag slechts lid zijn van één federatie.

De Regering erkent de federatie(s) voor een verlengbare maximale periode van vijf jaar.

Om erkend te worden, vervult een federatie de volgende opdrachten:

1° zorgen voor overleg en samenwerking tussen de platformen die lid zijn, om de harmonisatie van praktijken en de kwaliteit van de activiteiten te bevorderen en te ondersteunen;

2° de acties, doelstellingen en evaluaties gevoerd door de platformen coördineren;

3° haar leden vertegenwoordigen bij de overheid, de administratieve overheden en de financiële instellingen;

4° haar leden informeren over de vooruitgang en uitdagingen van de palliatieve zorgsector;

5° groepen of personen die palliatieve zorg verlenen, bijeenbrengen om uitwisselingen en reflecties tussen hen te ontwikkelen;

6° haar ervaring in de palliatieve zorg delen en ze op verschillende manieren verspreiden;

7° in voorkomend geval, banden aanknopen met andere federaties met hetzelfde doel.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitoefening van de in het derde lid bedoelde opdrachten."

Art. 38. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 35, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, met als opschrift "Erkenning".

Art. 39. In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 38, wordt een artikel 491/24 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/24. § 1. De federatie die wenst erkend te worden, dient een aanvraag bij het Agentschap in en deelt bedoeld Agentschap minstens de volgende elementen mede:

1° de identificatie van de vereniging zonder winstoogmerk en haar instanties;

2° de lijst van haar leden;

3° haar activiteitenprogramma, waarin wordt uiteengezet hoe zij haar taken zal uitvoeren in termen van doelstellingen, acties en evaluatie van de resultaten daarvan in de vorm van indicatoren, en de toewijzing van de middelen.

§ 2. Een oproep tot indiening van een erkenningsaanvraag wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekengemaakt, samen met een door het Agentschap opgemaakt formulier.

De federatie zendt het ingevulde formulier en haar activiteitenprogramma toe aan het Agentschap, dat ontvangst daarvan bericht binnen de termijn die het bepaalt.

De bepalingen van de artikelen 491/23 en 491/24 zijn van toepassing in geval van verlening van de erkenning.

De verlengingsaanvraag wordt aangevuld met de evaluatie van de gehaalde en niet gehaalde doelstellingen.

§ 3. De beslissing tot erkenning omvat het activiteitenprogramma zoals goedgekeurd door de Regering voor de erkenningsperiode.

§ 4. De Regering kan te allen tijde op voorstel van het Agentschap de erkenning als federatie intrekken wegens niet-naleving van de bepalingen van deze afdeling of van de op grond van deze afdeling vastgestelde bepalingen.

De federatie waarvan de erkenningsaanvraag geweigerd is of waarvan de erkenning is ingetrokken, mag tijdens het jaar volgend op de beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning geen nieuwe erkenningsaanvraag indienen."

Art. 40. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 35, wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, met als opschrift "Toelage".

Art. 41. In onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 40, wordt een artikel 491/25 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/25. Binnen de perken van de begrotingskredieten kent de Regering een jaarlijkse toelage toe aan de erkende federaties naar rato van hun leden voor de in artikel 491/23 bedoelde opdrachten.

De toegekende toelage dekt de personeelskosten en de werkingskosten.

De Regering stelt de modaliteiten en voorwaarden voor de toekenning en de rechtvaardiging van de toelage en de berekeningswijze van de eventuele indexering vast."

Art. 42. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 35, wordt een onderafdeling 4 ingevoegd, met als opschrift "Bijkomende toelage".

Art. 43. In onderafdeling 4, ingevoegd bij artikel 42, wordt een artikel 491/26 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/26. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent de Regering de platformen, onder de door haar vastgestelde voorwaarden, een aanvullende toelage ter dekking van de kosten van de aansluiting bij een federatie waarvan het platform lid is. Deze aanvullende toelagen worden volledig aan de federaties betaald overeenkomstig de door de Regering vastgestelde voorwaarden. Het bedrag wordt door de Regering bepaald op basis van het aantal inwoners dat door elk platform wordt gedekt."

Art. 44. In dezelfde onderafdeling 4 wordt een artikel 491/27 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/27. De bijkomende toelage wordt rechtstreeks aan het platform toegekend indien bedoeld platform de aanvullende documenten aan het Agentschap overmaakt:

1° het bewijs van de aansluiting van het platform bij een federatie;

2° de statuten van de federatie."

Art. 45. In hetzelfde hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 6, wordt een afdeling 4 ingevoegd met als opschrift "multidisciplinaire begeleidingsequipes".

Art. 46. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 45, wordt een artikel 491/28 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/28. De multidisciplinaire begeleidingsequipes leveren een aanvullende bijdrage aan de ondersteuning van palliatieve patiënten die de laatste fase van hun leven in hun woonomgeving willen doorbrengen.

Om patiënten de beste palliatieve zorg te kunnen bieden, geeft de equipe eerst advies over palliatieve zorg aan relevante primaire zorgverleners die, onder leiding van de huisarts van de patiënt, volledig verantwoordelijk blijven voor de zorg en begeleiding van hun patiënt.

In overleg met de betrokken zorgverleners in de eerste lijn biedt de equipe in sommige gevallen zelf bepaalde aspecten van palliatieve zorg en ondersteuning aan een terminale patiënt.

De equipe bestaat uit artsen, verpleegkundigen en eventueel vrijwilligers die zijn opgeleid in de palliatieve zorg."

Art. 47. In dezelfde afdeling wordt een artikel 491/29 ingevoegd, luidend als volgt:

"491/29. De in artikel 2, 8°, bedoelde overeenkomst bevat minstens:

1° de doelstellingen van de multidisciplinaire equipe;

2° de voorwaarden waaraan een equipe moet voldoen om voor de overeenkomst in aanmerking te komen;

3° de bevolking die onder de betrokken overeenkomst valt;

4° de basisopdrachten van de multidisciplinaire equipe;

5° de samenstelling de multidisciplinaire equipe;

6° de inhoud betrokken bij de tussenkomst van de Waalse verzekeringsinstelling;

7° de berekeningsmodaliteiten van de tussenkomsten van de Waalse verzekering sociale bescherming;

8° de voorwaarden voor de werking van de overeenkomst, met name rapporteringen en statistische activiteiten-verslagen;

9° de modaliteiten voor het beheer van het personeel;

10° de geldigheidsduur van de overeenkomst."

Art. 48. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 45, wordt een artikel 491/30 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/30. De middelen gebonden aan de uitvoering van de opdrachten bepaald bij of krachtens de overeenkomsten inzake palliatieve zorg bedoeld in artikel 1, 8°, worden door de Waalse verzekeraars vereffend overeenkomstig artikel 43/7, eerste lid, 8°, van dit Wetboek in het kader van de Waalse verzekering sociale bescherming."

Art. 49. In hetzelfde hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 5 ingevoegd met als opschrift "Overgangsbepaling".

Art. 50. In afdeling 5, ingevoegd bij artikel 49, wordt een artikel 491/31 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 491/31. De platformen waarvan de erkenning tot 31 december 2019 loopt, behouden hun erkenning tijdens een periode van één jaar. Zes maanden voor het verstrijken van deze termijn dient het platform een erkenningsaanvraag bij de Regering in volgens de bij en krachtens dit Wetboek vastgestelde modaliteiten."

Art. 51. In Boek VI, hoofdstuk 1, afdeling 5, wordt artikel 418/2 van het Waals Wetboek van Sociale actie en Gezondheid opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JÉHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1360 (2018-2019) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 30 april 2019.

Bespreking.

Stemming.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[C – 2019/42178]

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Commission de remboursement des implants et dispositifs médicaux invasifs, instituée auprès du Service des soins de santé. — Démission et nomination d'un membre

Par arrêté royal du 24 septembre 2019, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, démission honorable de ses fonctions de membre effectif de la Commission de remboursement des implants et dispositifs médicaux invasifs, instituée auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, est accordée à M. van den OEVER Robert.

Par le même arrêté, Mme JANSSENS Els est nommée en qualité de membre effectif à ladite Commission, au titre de représentante d'un organisme assureur, en remplacement de M. van den OEVER Robert, dont elle achèvera le mandat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2019/42178]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Commissie tegemoetkoming implantaten en invasieve medische hulpmiddelen, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging. — Ontslag en benoeming van een lid

Bij koninklijk besluit van 24 september 2019, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, wordt eervol ontslag uit zijn functies van werkend lid van de Commissie tegemoetkoming implantaten en invasieve medische hulpmiddelen, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, verleend aan de heer van den OEVER Robert.

Bij hetzelfde besluit, wordt Mevr. JANSSENS Els benoemd in de hoedanigheid van werkend lid bij voornoemde Commissie, als vertegenwoordigster van een verzekeringsinstelling, ter vervanging van de heer van den OEVER Robert, wiens mandaat zij zal voleindigen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2019/42147]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 29 septembre 2019, entrant en vigueur le 30 septembre 2019 au soir, est acceptée, à sa demande, la démission de Mme De Schrijver S., de ses fonctions de juge au tribunal de la famille et de la jeunesse au tribunal de première instance de Flandre orientale.

Par arrêté royal du 1^{er} octobre 2019, entrant en vigueur le 30 septembre 2019 au soir, Mme De Maeseneer J., juge au tribunal du travail de Gand, est admise à la retraite à sa demande.

Elle est admise à faire valoir ses droits à la pension et est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2019/42147]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 29 september 2019, dat in werking treedt op 30 september 2019 's avonds, is aan mevr. De Schrijver S., op haar verzoek, eervol ontslag verleend uit haar ambt van rechter in de familie- en jeugdrechtbank in de rechtbank van eerste aanleg Oost-Vlaanderen.

Bij koninklijk besluit van 1 oktober 2019, dat in werking treedt op 30 september 2019 's avonds, is mevr. De Maeseneer J., rechter in de arbeidsrechtbank te Gent, op haar verzoek, in ruste gesteld.

Zij kan haar aanspraak op pensioen laten gelden en het is haar vergund de titel van haar ambt eershalve te voeren.